

Frédéric Charpier

Les **R.G.**
et le
Parti
communiste

Un combat sans merci
dans la guerre froide

Plon

0251772(1)

L

22

LES RG ET LE PARTI COMMUNISTE

22

2000 - 34794

FRÉDÉRIC CHAMPETIER

1907
L'Affaire Hertz en collaboration avec Pauline Hertz, Paris, éd. Ramsay,
Au cœur de la IV^e Paris, éd. Flammarion, 1997.
Combat sur un plateau Paris, éd. Vaugeois, 1992.

LES RG ET LE PARTI COMMUNISTE

Un combat sans merci
dans la guerre froide

DU MÊME AUTEUR

Contrat sur un pasteur, Paris, éd. Vaugirard, 1992.

Au cœur de la PJ, Paris, éd. Flammarion, 1997.

L'Affaire Hernu, en collaboration avec Patrice Hernu, Paris, éd. Ramsay, 1997

LES RG ET LE PARTI COMMUNISTE

FRÉDÉRIC CHARPIER

Les RG et le Parti communiste

Un combat sans merci dans la guerre froide



PLON

DL-19 01 2000 0 2545

Collection de la Bibliothèque de la Ville de Paris, 1992.
As part of the collection of the Bibliothèque de la Ville de Paris, 1992.
Collection de la Bibliothèque de la Ville de Paris, 1992.
1992

Les RG et le Parti communiste

Un combat sans merci
dans la guerre froide



PLON

© Plon, 2000.
ISBN : 2-259-18924-5



Avertissement

Ce livre ne prétend pas faire l'exégèse de la guerre froide en France de l'immédiat après-guerre à la chute du mur de Berlin mais se veut une contribution originale puisqu'elle repose sur des documents qui émanent principalement des Renseignements généraux. Voilà un parti pris qui peut surprendre et qui mérite donc quelques explications. Disons tout d'abord que si la police, dans quelque régime que ce soit, s'emploie à maintenir l'ordre établi et à défendre les institutions, nous rejetons toute conception policière de l'histoire. Rien de plus faux, en effet, que de croire que l'histoire est une succession de complots ourdis par des forces occultes et que le destin des hommes serait ainsi déterminé à leur insu.

Pour autant, police et services de renseignements, civils ou militaires, remplissent des missions et jouent un rôle qui ne sont pas sans conséquences sur la vie des citoyens. Cela admis, il importe d'ajouter que ces services ne sont pas autonomes, qu'ils n'agissent pas indépendamment du pouvoir. Au contraire, ils y sont entièrement soumis : c'est ce pouvoir qui oriente les tâches qui leur sont dévolues, qui les « couvre » ou les « lâche ». Les Renseignements généraux n'échappent pas à la règle et leur marge de manœuvre est étroite bien qu'elle puisse fluctuer en fonction des exigences du pouvoir politique.

Cette dépendance s'illustre notamment lors d'un changement de régime, voire d'une alternance de majorité politique. Le retour aux « affaires » du général de Gaulle, en 1958, s'il n'entraîne pas le départ du directeur des RG de l'époque, Émile Vié, provoquera, en revanche, celui quasi instantané du directeur de la DST, Roger Wybot. En 1981, les socialistes changent de directeur des RG, nommant à ce poste un proche du PS, Paul Roux. En 1986, l'alternance amène un nouveau changement, en 1988, la réélection de François Mitterrand un autre, etc.

Ce livre ne prétend pas davantage envelopper l'ensemble des activités

des RG qui, depuis la Libération, ne se sont pas contentés évidemment de surveiller le parti communiste et ses organisations « satellites ». Leurs attributions sont bien plus larges et comportent, comme leur nom l'indique, une surveillance « générale » de toute activité à caractère politique, social, économique. Elles vont plus loin encore puisqu'ils surveillent la presse et l'édition, les associations, les populations étrangères, aujourd'hui le « travail au noir », les violences urbaines, les sectes ou encore les activités mafieuses, et luttent contre le terrorisme avec souvent une infinie discrétion, allant jusqu'à créditer, ces dernières années, de leurs succès un service de police judiciaire spécialisé. Les RG ont même en charge la surveillance des « courses et des jeux » et disposent à cet effet d'une sous-direction spécialisée.

Pour autant, si ce livre ne couvre pas toutes les activités des RG, il décrit, en revanche, les méthodes qui ont été longtemps les leurs, quelle que soit la « cible » : surveillance photographique ou filmée, ouverture de la correspondance, visite domiciliaire clandestine, écoute téléphonique, pose de micros, indicateurs, etc. La plupart de ces méthodes semblent aujourd'hui n'avoir plus cours bien qu'elles puissent être utilisées encore dans certaines affaires de terrorisme. Les écoutes téléphoniques sont très encadrées juridiquement et la Commission nationale des interceptions de sécurité, qui y veille sous la tutelle du Premier ministre, conduit régulièrement des missions d'inspection afin de s'assurer de la régularité des demandes d'écoute et des conditions dans lesquelles elles sont effectuées, et publie chaque année un rapport. Il s'agit là d'écoutes « administratives » qui se distinguent donc des écoutes à caractère judiciaire que cette commission ne contrôle pas puisqu'elles sont du ressort de la justice et qu'en France l'autorité judiciaire est constitutionnellement indépendante du pouvoir politique, bien que le Conseil supérieur de la magistrature soit présidé par le président de la République. Si la pratique des écoutes téléphoniques a été assainie ces dernières années, certains s'interrogent cependant sur la recrudescence des « écoutes sauvages » effectuées par des officines privées.

Les RG sont une police administrative qui n'est pas habilitée à établir des procédures judiciaires et dépendent donc de l'autorité administrative : ils sont surtout un authentique service de renseignements, dont les missions revêtent un caractère politique. Sur le bien-fondé de ce « particularisme » les avis sont partagés et des voix se sont fait entendre ces dernières années pour réclamer leur suppression.

Mais le débat est plus complexe qu'on peut le croire et ne constitue pas l'objet direct de ce livre qui ne prétend pas non plus écrire l'histoire du communisme français. Des ouvrages d'importance lui ont été consacrés depuis de nombreuses années et les spécialistes continuent d'apporter de nouvelles contributions. L'ouverture des archives internes du PCF aux chercheurs, y compris non communistes, permet-

tra certainement de mieux comprendre ce que fut le Parti communiste français, le rôle de ses dirigeants, quels étaient ses liens avec l'Union soviétique et d'autres pays du bloc communiste oriental, et la nature des débats qui l'ont animé et qui furent le plus souvent occultés publiquement.

Ce livre parcourant l'histoire de la France de l'après-guerre à la fin des années quatre-vingt ne pouvait entrer dans l'analyse systématique et approfondie de certaines périodes : comment, par exemple, en quelques pages faire l'exégèse de la décolonisation ?

Comment expliquer aussi succinctement que la mort de Staline, en 1953, constitue le préambule de la fin de la guerre froide alors que, dans les années soixante-dix, l'Union soviétique prend pied dans de vastes territoires africains (Angola, Éthiopie...) sans que le lecteur s'étonne et nous somme, légitimement, de nous expliquer ?

Ce livre est un « point de vue », celui des Renseignements généraux, c'est à travers eux, leurs hommes, leur documentation, leurs « opérations », que nous revisitons cette page de l'histoire contemporaine qu'on nomme la « guerre froide ». C'est le récit d'un combat souterrain ou public, au cours duquel les RG et le mouvement communiste français se sont affrontés. Un tel parti pris n'était pas sans risque. Dans les centaines de documents que nous avons consultés, il a fallu trier, élaguer, parfois vérifier, toujours employer les guillemets. Il s'agit d'une question de principe : ne jamais s'attribuer la prose d'un service de police en la réécrivant comme si un document officiel était porteur d'une vérité biblique à laquelle il faudrait croire pieusement. La plupart de ceux que nous avons utilisés dans ce livre proviennent de « sources privées », un petit nombre des archives de la préfecture de Police de Paris. Bien des documents abordant la vie privée des personnes ont été écartés, comme celui qui évoquait l'interpellation nocturne, au bois de Boulogne, d'une personnalité en vue, ou cet autre qui relatait celle d'un homme politique subtilisant un livre dans une grande librairie parisienne. Et pourtant, il y a là un vrai questionnement. À quel usage étaient réservées ces « notes blanches », c'est-à-dire non signées ? En quoi la vie privée d'un citoyen, même de premier plan, devait-elle intéresser un service de renseignements ? Notre enquête et certains documents permettent d'entrevoir une explication, certes partielle, et qui laisse penser qu'elle servait dans certains cas à recruter d'éventuels informateurs.

D'autres documents imposaient cette fois une manipulation précautionneuse, comme ceux qui révélaient le rôle d'indicateur rémunéré joué par certaines personnes, à en croire des notes des RG. Fallait-il passer sous silence ces supposées collaborations, citer nommément les personnes visées dont quelques-unes sont encore vivantes ? Fallait-il les rencontrer et réveiller un passé pénible ? Et que savions-nous

exactement de leurs motivations ? Ce fut en tout cas un des moments les plus délicats de notre enquête car il nous semblait impensable par ailleurs de ne pas traiter de la question des indicateurs.

Restent les « notes blanches » d'écoute... Au demeurant des documents de travail utilisés par les fonctionnaires des RG mais qui posent un problème d'authentification. Nous en avons cité très peu bien que les documents en question ne nous aient pas paru douteux.

Enfin, les témoignages recueillis ne nous ont pas facilité la tâche non plus car l'atmosphère du monde du renseignement possède une redoutable capacité d'intoxication. Certains d'entre eux ont été tout simplement écartés apportant parfois moins d'une once de certitude dans ce qu'ils relataient ou contredisant ceux de personnes dont il s'est avéré qu'elles ne nous ont jamais menti lors de nos nombreuses rencontres.

Le vocabulaire policier employé par les RG nous a en quelques occasions imposé une certaine distance, notamment quand il était question d'« agents soviétiques ». Couramment, cette expression doit être comprise comme « agent de renseignement » soviétique. Il nous a toujours semblé qu'elle était utilisée sans qu'aucune preuve soit apportée en ce sens. Nous suggérons au lecteur de s'imposer une égale retenue et de ne voir dans cette formule qu'une équivoque reposant sur les liens qui existaient entre le Parti communiste français et celui d'Union soviétique, qui partageaient une même conception du monde. Le communisme n'est après tout qu'une opinion à laquelle chacun est libre, en démocratie, d'adhérer et qui tout aussi librement peut être combattue par ceux qui la rejettent.

Nous tenons à remercier ceux qui ont témoigné librement dans ce livre et ceux qui ont exigé de nous que nous ne les citions pas nommément. Nous remercions également le conservateur des archives de la préfecture de Police, le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskistes et révolutionnaires internationaux, l'Institut d'histoire sociale, le service des archives du Parti communiste français... et « Pitchoune », « Ririque », « Raton Laveur », « Lolotte », etc.

Est et Ouest un climat de guerre froide

Première partie

LES ANNÉES DE TOUS LES DANGERS

Malgré le refus du socialiste Paul Ramadier qui entendait l'occasion d'en écarter les représentants du parti, lequel semble désireux de mettre un terme à ce gouvernement. La guerre coloniale menée par la France en Indochine, sert de prétexte. La rupture est officialisée le 4 mai 1947, à 21 heures, lors d'un conseil de cabinet. Paul Ramadier explique aux communistes qui sont, en tant que président du Conseil, le privilège constitutionnel de choisir ses ministres, et les députés communistes sont priés de quitter le gouvernement. Surprise et étonnement des ministres communistes qui accomplissent une démission collective du cabinet et non d'un ou deux ministres. Surprise également au comité directeur de la SFIO bien que le 3 mai, son Conseil national exprime le renouvellement des mandats communitaires par quatre cent quatre voix de majorité.

Les semaines qui suivent, le parti communiste n'en continue pas moins d'apporter son soutien au nouveau gouvernement. Il approuve la politique du MRP, la libéralisation du commerce des grains, des légumes ou des textiles. Il doit cependant zigzaguer entre la dénonciation du plan et la dévotion au gouvernement, une flânerie des prix est déjà perceptible, et sa volonté de rester un partenaire respectable pour gouverner le pays et éviter que la France ne s'aligne sur des positions par trop pédonnelles. Les communistes entendent faire le poids de leur présence et de leur sens des responsabilités. Ils ne renouent pas ces trois années de gouvernement durant lesquelles ils ont confusément positionnés et fait triompher certains de leurs points de vue idéologiques. Alors de menager l'avenir car leur éviction du gouvernement est peut-être provisoire. Une espérance de courte durée est une autre surprise les attend.

Elle se veut de Moscou où Staline se refuse peut-être à le « parti français » à son seul un bon ou un mauvais lieu. Il lui importe de conquérir le pouvoir et d'affirmer partout les positions de mouvement

exactement de leurs motivations ? Ce fut en tout cas un des moments les plus délicats de notre enquête car il nous semblait impensable par ailleurs de ne pas traiter de la question des motivations.

Seuls les « notes blanches » d'écrits... Au démarrage des documents de travail utilisés par les fonctionnaires des RG mais qui posent un problème d'authenticité. Nous en avons cité très peu bien que les documents en question ne nous aient pas paru douteux.

Enfin, les témoignages recueillis ont été en fait la tâche la plus délicate de notre enquête car ils nous ont permis de saisir une certaine mesure de l'ampleur de l'effort de renseignement accompli par nos collègues au sein des services d'archives. Certains d'entre eux ont été tout à fait remarquables et nous ont permis de saisir une certaine mesure de l'ampleur de l'effort de renseignement accompli par nos collègues au sein des services d'archives.

Première partie

LES ANNEES DE TOUS LES DANGERS

... nous avons voulu rendre compte de l'effort de renseignement accompli par nos collègues au sein des services d'archives. Certains d'entre eux ont été tout à fait remarquables et nous ont permis de saisir une certaine mesure de l'ampleur de l'effort de renseignement accompli par nos collègues au sein des services d'archives.

Nous tenons à remercier ceux qui ont bien voulu nous faire part de leur témoignage et ceux qui ont été de nous que nous ne les citons pas nommément. Nous remercions également le conservateur des archives de la préfecture de Police, le Centre d'études et de recherches sur les mouvements ouvriers et révolutionnaires internationaux, l'Institut d'histoire sociale, le service des archives du Parti communiste français, et « Pichon », « Riquie », « Baton Laveur », « Lohé », etc.

Est et Ouest : un climat de guerre froide

Mai 1947, les communistes refusent de voter la confiance au gouvernement du socialiste Paul Ramadier qui attendait l'occasion d'en écarter les représentants du parti, lequel semble désireux de mettre un terme à ce gouvernement. La guerre coloniale, menée par la France en Indochine, sert de prétexte. La rupture est officialisée le 4 mai 1947, à 21 heures, lors d'un conseil de cabinet. Paul Ramadier explique aux communistes qu'ayant, en tant que président du Conseil, le privilège constitutionnel de choisir ses ministres, ceux du parti communiste sont priés de quitter le gouvernement. Surprise et étonnement des ministres communistes qui escomptaient une démission collective du cabinet et non d'en être seuls évincés. Surprise également au comité directeur de la SFIO bien que le 5 mai, son Conseil national entérinera le renvoi des ministres communistes par quatre cent quatre voix de majorité.

Les semaines qui suivent, le parti communiste n'en continue pas moins d'apporter son soutien au nouveau gouvernement : il approuve la collecte du blé, la libéralisation du commerce des fruits, des légumes ou des textiles. Il doit cependant zigzaguer entre la dénonciation du glissement à droite du gouvernement, une flambée des prix est déjà perceptible, et sa volonté de rester un partenaire respectable pour gouverner le pays et éviter que la France ne s'aligne sur des positions trop proatlantistes. Les communistes entendent faire la preuve de leur sérieux et de leur sens des responsabilités. Ils ne renient pas ces trois années de gouvernement durant lesquelles ils ont conforté leurs positions et fait triompher certains de leurs points de vue idéologiques. Alors ils ménagent l'avenir car leur éviction du gouvernement est peut-être provisoire. Une espérance de courte durée car une autre surprise les attend.

Elle va venir de Moscou où Staline se soucie peu de savoir si le « parti français » a à son actif un bon ou un mauvais bilan. Il lui importe de conquérir le pouvoir et d'affermir partout les positions du mouvement

communiste. L'amélioration de la condition de l'ouvrier français, le contrôle des prix, la vie chère, les problèmes du logement lui sont égal. Les troupes du mouvement communiste international doivent désormais se rassembler derrière leur berger. L'affrontement avec l'impérialisme américain est à l'ordre du jour.

À la conférence du 22 septembre 1947, qui réunit les principaux partis communistes à Szkarska-Poreba, en Pologne, et officialise la naissance du Kominform [Bureau d'information et d'entraide pour les partis communistes], les communistes français et italiens sont accusés d'« opportunisme ». Dans le langage communiste, surtout depuis Staline, cette accusation est lourde de menaces.

Pourquoi, ces deux grands partis, l'italien et le français, n'ont-ils pas suivi l'exemple des communistes yougoslaves qui se sont emparés du pouvoir en usant de la force ? Pourquoi les Italiens ont-ils succombé au « crétinisme parlementaire » ? Et les Français capitulé en dissolvant les Milices patriotiques renonçant ainsi à l'insurrection ? Les attaques les plus vives contre les communistes français viennent des Yougoslaves, sans doute poussés en avant par Staline¹. Jacques Duclos et Benoît Frachon, qui représentent le Parti communiste français, défendent la politique de leur parti, mais face aux attaques réitérées contre leur « opportunisme », notamment du délégué yougoslave, le premier s'empresse de préciser, au cas où on en douterait, qu'il soutient l'Union soviétique. Il amorce aussitôt une autocritique, « bredouillant comme un petit boutiquier qui aurait été pris en fraude », comme le rapporte Philippe Robrieux². Duclos se sent d'autant plus visé qu'il était favorable à la poursuite de l'expérience gouvernementale, et qu'il a dû s'incliner devant les « durs » du bureau politique, Léon Mauvais, André Marty et François Billoux, partisans eux de la rupture avec le « tripartisme ».

Jacques Duclos connaît trop la musique, en vieux routier de ces congrès où un brusque changement de ligne apporte son lot de disgrâces, de procès à venir et d'exécutions, pour ne pas se sortir du piège dans lequel il est tombé en l'absence de Maurice Thorez, resté à Paris, et partisan tout comme lui de maintenir les députés communistes au gouvernement. Il rétablit la situation, avoue qu'il y a eu « opportunisme », « légalétarisme », « illusions parlementaires ». Bref, il admet que le Parti communiste français s'est fourvoyé. Mais, dit-il aussitôt, la situation peut être modifiée, il suffit de parler le langage de la vérité au parti et aux communistes.

« Si nous faisons courageusement cette autocritique devant le parti, nous provoquerons chez les masses un état d'esprit favorable au combat. »

Duclos sauve sa peau, se retourne promptement et endosse la nouvelle ligne décrétée par Staline : « Il faut mobiliser le peuple contre l'impérialisme américain »³, dit-il. Informé par Jdanov, qui le repré-

sente à cette assemblée, de son autocritique, Staline accepte les excuses de Duclos, et passe l'éponge. L'important n'est-il pas que le parti français reste obéissant comme il l'a toujours été ? Le monde communiste doit se serrer les coudes car la guerre est peut-être pour bientôt, et les forces qu'il devrait affronter ne sont pas négligeables.

Dans son livre, *Les Aveux des archives*⁴, Karel Bartosek cite une lettre manuscrite, adressée par Staline, au « camarade Thorez » et à tous les chefs communistes. Dans cette missive, curieusement, Staline prétend qu'il a été étonné de l'éviction des communistes du gouvernement et qu'en tout cas, il n'est pour rien dans la décision des communistes français. Bartosek en déduit que cette éviction aurait été aux yeux de Staline le révélateur d'une modification profonde des rapports entre l'Union soviétique et les alliés anglo-américains. On peut s'étonner de la surprise de Staline et de ce qui ressemble à une justification. On voit mal les communistes français ne pas le tenir informé de ce qu'ils avaient décidé, en l'occurrence renverser le gouvernement de Paul Ramadier.

Staline ne tiendrait-il plus ses troupes ? Quoi qu'il en soit, si sa surprise est réelle, bien que nous en doutions, lui a-t-elle inspiré son brusque changement de ligne, délivré à l'ensemble des partis communistes à la première conférence du Kominform en septembre 1947, à peine quatre mois après l'expulsion des ministres communistes français du gouvernement ? A-t-il compris qu'une nouvelle période s'ouvrirait ? Et admettons-le, si les communistes français l'ont tenu à l'écart de leurs décisions, Staline a-t-il senti qu'il était temps de resserrer les liens de subordination et de soumission, entre lui et les autres représentants du mouvement communiste international ? D'où la création du Kominform qui ne fait que ressusciter le défunt Komintern dissous en 1943.

Partout, dans les démocraties populaires le climat s'alourdit en cette fin d'année 1947. Paul Ramadier a refermé une parenthèse et exclu les communistes du gouvernement ; en Italie, le plan Marshall écarte peu à peu la menace communiste. Peu avant leurs camarades français, les ministres du Parti communiste italien ont été chassés du gouvernement. Derrière le « rideau de fer », expression forgée par Winston Churchill en 1946, l'exécution de Petkov, en Bulgarie, augure des procès de Hongrie (1949) et de Prague (1952). La « ligne » a changé, les hommes qui étaient chargés de l'appliquer doivent être éliminés. À nouvelle politique, hommes neufs. C'est une tradition dans l'Internationale communiste depuis 1929.

En France, tout d'abord appliquée par les mêmes hommes, la nouvelle « ligne » s'appuie sur les positions fortifiées du parti, libre désormais d'agir comme il l'entend, contre le gouvernement auquel il n'appartient plus. Ses trois années de gestion partagée du pouvoir lui ont donné une audience certaine, inespérée avant-guerre. Elles lui ont été indiscutablement profitables. Depuis 1944, plusieurs de ses

responsables ont occupé des postes ministériels (François Billoux, Marcel Paul, Charles Tillon, Ambroise Croizat...). Maurice Thorez, secrétaire général du parti, de retour de Moscou, où il a passé la guerre après avoir déserté, sur ordre de Staline, en 1940, est gracié et amnistié par Charles de Gaulle. En échange du désarmement des Milices patriotiques, créées par le parti, il est même nommé ministre d'État sans portefeuille. Le parti sort de la guerre avec un appareil galvanisé, des hommes frottés à tous les dangers et une aura indiscutable. S'il n'est pas le « parti des 75 000 fusillés⁵ », comme il le prétend, il a payé un lourd tribut au combat contre le nazisme. Il dispose d'un appareil militaire performant et prêt à fonctionner, de réseaux étoffés et de compllicités dans toutes les administrations.

Si à Paris, il veille à épurer la police des éléments les plus compromis dans la répression anticommuniste, il sait exploiter les confidences d'anciens policiers, cherchant à racheter leurs fautes en lui fournissant de précieuses informations. L'histoire de ce policier des Brigades spéciales de la préfecture de Police, qui va obtenir de Charles Tillon, alors ministre, ancien chef des FTP, sa libération contre le nom d'un indicateur qui le renseignait sur l'appareil combattant du parti communiste, mérite d'être contée.

Né à Valence le 13 novembre 1912, il se nomme Curinier. Pendant la guerre, il a appartenu à la Brigade spéciale 1 qui, sous l'autorité du directeur des RG de la PP, Rottée, pourchasse les communistes. Arrêté à la Libération, il est interné à Fresnes. Dans les derniers mois de la guerre, il rejoint le réseau Béarn de la police de la préfecture de Police où il identifie les équipes d'Allemands déguisés en policiers français.

Avant cela, en octobre 1943, il a failli provoquer indirectement l'arrestation de l'un des chefs des FTP, le colonel Jules Dumont, un ancien combattant des Brigades internationales en Espagne. Un membre de son réseau a été dénoncé par un gardien de la paix du commissariat de la porte des Lilas. Leblanc, c'est son nom, informe son chef, le commissaire Boris, que l'homme présenté sur une affiche allemande (dont le portrait a été diffusé dans la presse) comme un terroriste du nom de Brustlein (Gilbert), et activement recherché, déjeune chaque jour dans une pension de famille où le gardien de la paix, lui-même, prend ses repas, il s'agit de la « Mère Mie ». Début novembre 1943, la BS planque devant ce café. L'information lui a été transmise. En vain, car Brustlein échappe à l'arrestation et s'enfuit. La police découvrira, en revanche, dans une cache de l'avenue Debidour, XIX^e arrondissement de Paris, un véritable arsenal. L'appartement servait de laboratoire à un groupe FTP auquel appartenait Brustlein et dirigé par le colonel Jules Dumont... Curinier a participé aux filatures de la BS1.

À la Libération, incarcéré à Fresnes, il demande à sa femme de contacter le chef du réseau Béarn ainsi qu'un ancien des Brigades spéciales qui a rejoint dès le début de l'Occupation la Résistance. Curinier

établit un rapport sur ses activités résistantes dans lequel il s'attribue les mérites des autres. Il fait savoir, par l'intermédiaire du chef du réseau à Charles Tillon qu'il peut lui donner le nom d'un des indics qui le tuyautait sur les activités des FTP communistes. À condition qu'il soit « élargi » et qu'aucune poursuite ne soit intentée contre lui. Tillon accepte. Curinier recouvre la liberté et quitte la police.

Une fois transmise son information sur le colonel Dumont, le gardien Leblanc avait préféré se mettre à l'abri dans le Cotentin. Il revient à la Libération à Paris. Il sait qu'il a eu tort de donner le nom de ce militant antinazi. Il veut s'engager dans la 2^e DB du général Leclerc. Pas question, dit-il, à un ancien des BS, un authentique résistant, de reprendre sa place au service tant qu'il n'aura pas lavé sa faute. En une journée, le comité d'épuration le blanchit. De son côté, Curinier a réussi très discrètement à se tirer d'affaire grâce à Charles Tillon et au parti communiste. Ce qui lui évite, le 28 juin 1946, quand *L'Humanité* publie un article intitulé : « Qui libère les tortionnaires des Brigades spéciales ? » sous la rubrique « Crime sans châtement », d'être cité.

Le parti communiste n'use pas seul de la repentance comme argument. Dans l'immédiat après-guerre, des responsables des RG y compris des Brigades spéciales seront réemployés pour leurs compétences. Par la police, les officines, comme on le verra, par d'autres services, SDECE ou DST, des services étrangers, le MI5 britannique ou la CIA américaine. On comprend que, pour Charles Tillon, connaître le nom d'un traître vaille la grâce d'un policier des BS. La lutte a été dure, le sacrifice important. Le parti, au pouvoir, en profite. Si l'Occupation a renforcé un potentiel humain désormais roué aux techniques de la clandestinité et du renseignement, ces trois années de gouvernement lui ont permis de former et d'instruire des cadres. Désormais, il connaît les rouages les plus secrets de l'État au sein duquel il a infiltré des hommes qui constituent la caste des hauts fonctionnaires du parti, travaillant à couvert dans les plus hautes instances de l'État⁶.

Une influence se mesure aussi au rayonnement, à la diffusion des idées. Sa presse domine de loin celle de tous les autres partis : on recense à cette époque dix-sept quotidiens nationaux liés au parti, soit un tirage global d'un million six cent mille exemplaires. Cet empire déclinera mais l'influence communiste dans le domaine de l'écrit ne faiblira pas. Le PCF continue de patronner de prestigieuses revues comme *Les Lettres françaises* ou *L'Écran français*, (prestigieuses surtout de par ses principaux collaborateurs, Aragon pour les *Lettres*, Sadoul pour le cinéma) tout en développant un « trust » dans le secteur de l'édition dont les deux joyaux sont les Éditions sociales et les Éditeurs français réunis.

Influence communiste encore dans le monde syndical grâce à l'emprise du parti sur la CGT. Elle est aussi efficace que discrète à la

Commission d'organisation confédérale, qui veille à la carrière et à la promotion des cadres. Après-guerre Marcel Dufriche, proche selon un rédacteur anonyme d'*Est et Ouest* des « services soviétiques », devenu secrétaire de Benoît Frachon, dirigeant du syndicat, prend en charge cette « commission » à travers laquelle le parti peut s'assurer de la qualité idéologique des cadres de la centrale⁷. 1945 est aussi l'année où se créent la plupart des sociétés commerciales du parti communiste. Dans l'immédiat après-guerre, celui-ci représente une force ramifiée incontournable. De 1945 au début 1947, rien ne s'est fait sans lui. Une fois écarté du gouvernement et fort de ses positions acquises, il reste un adversaire redoutable.

À l'assemblée constitutive du Kominform, en 1947, Duclos a revendiqué 900 000 adhérents. Un potentiel impressionnant même « gonflé » de 10 %. Le parti contrôle le premier syndicat confédéré de France, dispose de réseaux agissant dans l'Administration, il contrôle de nombreuses municipalités et non des moindres et, on l'a vu, possède un empire de presse et d'édition qui lui permet de diffuser largement ses idées. Il bénéficie aussi, à cette époque, du soutien quasi unanime des intellectuels français. C'est cette impressionnante machine que Staline veut mettre en ordre de bataille, comme l'idéologue en chef de l'Union soviétique, Jdanov, l'a expliqué à Jacques Duclos au congrès inaugural du Kominform. Message bien compris et rapidement assimilé. Les communistes français vont devoir mobiliser « le peuple français contre l'impérialisme américain ». Message bien reçu de l'autre côté de l'Atlantique. 1947 signe l'acte de naissance de la CIA. Le président américain Harry Truman a promis que les États-Unis mettront tout en œuvre pour combattre le communisme.

Jules Moch, l'homme de fer

Paul Ramadier est l'homme qui a chassé les communistes du gouvernement. Un autre socialiste sera celui qui va devoir réduire leur influence à son poste de ministre de l'Intérieur où il est nommé en novembre 1947 dans le nouveau cabinet Schuman ; son nom, Jules Moch. À la suite des grèves à caractère « insurrectionnel », on dira qu'il a brisé les velléités « golpistes » du parti communiste. Il dissout neuf compagnies républicaines de sécurité (CRS) noyautées par les communistes, fait intervenir l'armée dans le conflit des mineurs et renforce la lutte anticommuniste par tous les moyens et, d'abord ceux dont il a la charge, les moyens policiers. Qu'en a-t-il été exactement ?

En novembre 1947, le parti communiste radicalise son action et amorce le tournant décrété par Staline. C'est la guerre froide qui livre ses premiers combats. À Marseille, le 12 novembre, des militants communistes relâchent leurs camarades qu'un tribunal s'apprêtait à juger. Puis, ensuite, c'est la mairie qui est investie par les manifestants lesquels obtiennent, dans une extrême confusion et après de nombreux actes violents, la démission du maire, l'avocat Carlini. Les événements de Marseille, au cours desquels les forces de police négligent d'intervenir, annoncent ceux du 17 novembre qui vident les mines du Nord. Le 22, le bassin minier n'extrait plus une seule once de houille. Puis c'est au tour des cheminots et des ouvriers de la régie Renault de rallier le mouvement.

Le 27, un comité de grève générale se constitue sous la houlette de la CGT. À la fin du mois, le pays recense trois millions de grévistes. La SNCF subit des actes de sabotage, on déboulonne les rails, on fait dérailler des trains : le déraillement de l'express Paris-Lille fait seize morts et trente blessés. Plus d'une centaine d'auteurs présumés de sabotages et d'actes de violence sont déférés à la justice. Que sont devenus les honorables parlementaires communistes qui, il y a à peine quelques mois, participaient encore au gouvernement et qui,

maintenant, après l'assemblée constitutive du Kominform, traitent, à la Chambre, leurs collègues de « salauds », de « chiens couchants » et d'« assassins » ? Disciplinés, ils appliquent la consigne de Jdanov, en harassant une des places fortes de « l'impérialisme américain » en Europe, la France, avec ses « valets », les gaullistes, les socialistes et les démocrates-chrétiens du MRP.

À la fin du mois de septembre, préambule à la vague de grèves qui va bientôt déferler sur le pays, des péniches transportant du sucre américain destiné à l'Allemagne sont stoppées, un député communiste a fait dresser des barrages à Verdun, bloquant les écluses, coupant symboliquement la ligne de ravitaillement des États-Unis. Or, s'il y a une ligne de ravitaillement, c'est qu'il y a une ligne de front, qu'il y a virtuellement une guerre et des belligérants.

C'est dans ce contexte que Jules Moch, depuis peu ministre de l'Intérieur, dresse son plan de bataille. Avec l'accord du ministre de la Défense nationale, il expédie à Marseille le préfet Massenet, muni des pleins pouvoirs, pour y rétablir l'ordre. À Paris, Moch doit parer la décision du comité central de grève d'EDF qui veut priver la capitale d'électricité, ce qui signifie que le métro ne pourra plus fonctionner. Il réquisitionne deux cents électriciens de la Marine qu'on va consigner, discrètement, dans des casernes de la région parisienne. Voilà de quoi faire fonctionner les centrales sans leur personnel habituel. Avec le concours des sapeurs-pompiers, la police a conçu un plan pour s'emparer des bâtiments contrôlés par les grévistes. Jules Moch l'a établi dans le plus grand secret. Il sait que la coupure d'électricité aura lieu après la sortie de *L'Humanité* qui entend être la première à annoncer aux Parisiens la décision du comité de grève d'EDF. Dès qu'elle se produit, vers 3 heures du matin, la police investit les centrales, les électriciens de la Marine se substituent aux grévistes et se mettent aux manettes : le « jus » recommence à circuler. *L'Humanité* annonce que Paris est privé d'électricité, qu'aucune rame de métro ne circule. Rien de cela n'est vrai... grâce à la parade de Jules Moch¹.

Sur ce loupé, les communistes se dérobent, organisent le repli, le mouvement de grève reflue et, finalement, cesse début décembre. Moch les a fait trébucher. Ironie de l'histoire, en 1939, ce même Jules Moch défendait, à l'Assemblée, le député communiste André Marty, que la droite accusait de « baigner dans une mare de sang », lui reprochant son rôle à la tête des Brigades internationales, en Espagne. Jules Moch nia ce jour-là que l'accusation ait été portée contre Marty par un ancien ministre socialiste de l'Intérieur, Marx Dormoy². Les temps ont changé... Aujourd'hui encore, Jules Moch passe pour l'homme qui, en 1947, a cassé les reins aux communistes. En matière de lutte anticommuniste, un paradoxe ne prétend-il pas que ce que la droite n'a pu réussir à faire, des radicaux-socialistes ou des socialistes y sont parvenus ? Dès 1947, la SFIO ne ménage pas ses efforts dans la bataille

contre le parti communiste, en en prenant même la tête. Un épisode mal connu scelle d'ailleurs l'entrée de la France dans la « guerre froide ».

Les services accueillent avec soulagement le départ des communistes du gouvernement. À la DST, on s'empresse de sortir des dossiers en souffrance. Un d'entre eux lui tient particulièrement à cœur. Il existe, depuis 1945, dans le département de l'Oise, un camp entièrement géré par des militaires soviétiques, et qui dépend de la mission de rapatriement de l'Armée rouge, prévue par les accords de Potsdam prévoyant que les Alliés devront se remettre leurs propres nationaux que ceux-ci soient ou non disposés à regagner leur pays d'origine.

Des soldats portant l'uniforme russe, il s'en trouve en France, libérés pour certains par les Alliés d'un camp de prisonniers de guerre, d'autres, les plus nombreux, y sont depuis avant l'armistice. Une circulaire secrète du parti communiste, intitulée « Par la démoralisation des troupes d'occupation facilitons la préparation de l'insurrection nationale », écrivait au début 1944 : « Il y aurait actuellement en France plus de 100 000 hommes de la fameuse armée Vlassov. Tous ces hommes ont revêtu par la force l'uniforme allemand et ils ne sont pas animés d'une volonté de combattre pour les nazis. Dans ces conditions nouvelles, nous devons accentuer notre propagande parmi les troupes d'occupation et trouver de nouvelles formes d'action afin d'accélérer sa [*sic*] désagrégation. »

Après-guerre, la mission de rapatriement soviétique exige qu'on lui remette ces hommes, avec ou sans leur consentement. Si le PC est conscient en 1944 qu'ils ont été pour beaucoup enrôlés de force, quel sort leur réserve-t-on à leur retour en Union soviétique ? Beaucoup d'entre eux vont payer de leur vie cet enrôlement forcé. Les autorités françaises se soumettent aux accords et, pudiquement, ferment les yeux. Transitant par ce camp, d'innombrables Russes sont rapatriés de force. Empêchés d'opérer, les agents de la ST surveillent étroitement ce qui s'y passe, tout comme les agissements pour le moins illégaux des hommes du Smerch, entité peu connue des services soviétiques, qui en assument la sécurité. *Smerch* : en russe *Smert chpionam* qui signifie « mort aux espions ». Certains attribuent à cette section, qui recevrait ses ordres directement du Conseil des ministres de l'Union soviétique, une série d'enlèvements et d'assassinats³...

Des hommes du Smerch, qui s'occupent du camp, s'octroient des pouvoirs de police exorbitants comme s'ils pouvaient opérer en toute impunité sur le sol français. Le contre-espionnage sait — et en détient les preuves — que des agents du Smerch, habillés en civil, procèdent à des enlèvements sur le territoire. Informés par leurs services ou les communistes français, ils parviennent à découvrir la cachette de Russes récalcitrants qui ne souhaitent pas rejoindre la « mère patrie ».

Pourtant, munis de faux papiers et revêtus d'habits civils, ils vivaient en France où ils se croyaient, à tort, à l'abri et en sécurité.

Ayant suffisamment d'éléments pour impliquer les hommes du Smerch, la DST peut sortir le dossier quand Ramadier écarte les communistes du pouvoir. Un stratagème lui permet d'agir. Elle obtient d'un juge d'instruction qu'il lui délivre un mandat de perquisition, sous le prétexte qu'un enfant français, de père russe, serait détenu dans le camp. La DST a réussi à persuader sa mère de porter plainte. Le service a enfin les moyens d'intervenir légalement. Ce qu'il fait, un beau matin, appuyé par des unités blindées de l'armée. Ses agents investissent le camp mais ne libèrent qu'une poignée de Russes. En 1947, la plupart des nationaux ont déjà été rapatriés. Ils ne recherchent pas l'enfant... Inutile, car ils savent très bien qu'il ne se trouve plus dans le camp. Un témoin de l'époque se souvient avoir vu, ce matin-là, hissée sur un char, pistolet à la main, une des figures les plus secrètes du contre-espionnage français, qui dirigera ses activités opérationnelles durant de longues années. Pour certains acteurs de la lutte anticommuniste de l'immédiat après-guerre, cet épisode marque l'entrée de la France dans la « guerre froide ». Il n'a précédé que de quelques mois les grèves « insurrectionnelles ».

En cette fin d'automne 1947, Jules Moch a-t-il étouffé dans l'œuf une tentative de coup d'État ? Le parti a-t-il vraiment cherché à prendre le pouvoir par la force ? Jacques Duclos a toujours affirmé que les communistes n'avaient jamais négligé une occasion historique de prendre le pouvoir, tout en niant de façon énergique que son parti ait tenté de s'en emparer par la force. Pour Jean-Émile Vié, ancien directeur des Renseignements généraux⁴, « de toute façon, les Américains n'auraient jamais toléré que les communistes prennent le pouvoir et fassent de la France une "démocratie populaire"⁵ ».

On a écrit que ces grèves devaient servir à un coup de force et que la France a échappé à une guerre civile, à un putsch. Rien ne confirme cette hypothèse. L'État a mieux résisté à cette épreuve qu'à celle qui, vingt ans plus tard, en Mai 68, l'a plongé dans une léthargie et une somnolence complètes.

En 1947, Jules Moch évite qu'un mouvement social de longue durée compromette les premiers fruits du redressement économique et industriel amorcé ces derniers mois. Il profite de ces événements pour engager une purge dans la police afin d'en écarter les militants communistes. Il montre à ses services comment désormais il convient de traiter les communistes. Certainement, ces événements de 1947 auront des conséquences durables dans l'appréciation des moyens à utiliser, selon la formule de Truman, pour « contrer le communisme ».

Le parti n'est pas une force négligeable. Si l'on n'écrase pas une mouche avec un marteau-piqueur, l'on ne combat pas une telle puissance avec indolence. À la Libération, techniquement, le parti avait les

moyens de conquérir le pouvoir. Il a choisi une autre voie que le coup de force, celle du cheval de Troie, avec la présence de ministres communistes au gouvernement et l'extension de l'emprise du parti sur les rouages de l'Administration. Cela lui sera d'ailleurs reproché par Jdanov en 1947. En novembre 1946, le PCF dispose de 166 députés sur les 544 que compte l'Assemblée. Fort de cette représentation, le 4 décembre, Maurice Thorez se porte candidat à la présidence du Conseil. Il obtient de la Chambre 259 voix. Les socialistes l'ont soutenu, à l'exception de vingt-cinq d'entre eux, qui n'admettaient pas que Thorez puisse accéder légalement au pouvoir. C'est cette stratégie de conquête du pouvoir que Duclos dénonce en improvisant son auto-critique devant les représentants du Kominform : légalitarisme, parlementarisme.

En 1947, cette voie d'accession démocratique au pouvoir est sanctionnée. Elle ne correspond plus aux intérêts de Staline. Elle ne correspond plus à la période. Le monde est entré dans la guerre froide. Pour beaucoup, à cette époque, il est au bord de la guerre intégrale, avec cette fois des armes de destruction massive. La vague de grèves qu'affronte le gouvernement Schuman, à la fin de l'année 1947, indique l'amorce d'un cours nouveau pour le parti. Elle a le mérite d'afficher clairement les axes de la nouvelle ligne. Que certains communistes aient cru que le Grand Soir était enfin arrivé, c'est probable, or rien ne prouve aujourd'hui qu'à cette date le parti ait songé à plonger la France dans la guerre civile. Le Parti communiste français a rejoint son camp dans une nouvelle bataille qu'on appelle la « guerre froide », et y a pris sa place.

Une autre hypothèse a été avancée : en novembre 1947, les chefs communistes français croyaient à un affrontement généralisé. Ont-ils été informés que les Soviétiques s'apprêtaient à lancer un assaut militaire contre Berlin ? On l'a écrit. Le compte rendu partiel d'une réunion du bureau politique du PC, tenue en juillet 1948, lors de la chute du ministère Schuman, que divulgue la presse, semble l'indiquer⁶. Les communistes y envisagent la tactique à adopter afin d'empêcher le Parlement de se mettre d'accord sur un successeur au président du Conseil, démissionnaire. Il s'agit de jouer sur les contradictions de la SFIO, les socialistes français étant divisés. Mais le débat s'oriente sur d'autres points. Voici ce que Maurice Thorez aurait déclaré à cette réunion :

« Ce qui est intéressant pour nous, c'est que nous puissions intégrer notre action dans le dispositif général de la diplomatie russe, et qu'en particulier, le PC puisse jouer la carte utile au moment où les socialistes paraissent reprendre leur rêve insensé de jouer un rôle directeur dans la prochaine équipe gouvernementale. L'URSS n'a pas intérêt à clarifier la situation internationale, et elle cherche à gagner du temps à nouveau au moyen du plan de ravitaillement de Berlin. En effet, la

concentration des forces attaquantes et en particulier des blindés soviétiques est loin d'être terminée et il serait désastreux pour Moscou que les Américains se résolvent à déclencher trop vite les hostilités. »

À la même époque, les services de renseignements de l'armée préviennent qu'un putsch est en préparation et que les Soviétiques s'apprêtent à lancer leurs divisions sur l'Europe occidentale. Les RG ne confirment pas ces informations qui l'auraient été par une autre source qui, au plus haut niveau du parti, renseignerait Jules Moch.

Le mouvement de novembre 1947 n'a-t-il été qu'une répétition générale ? En septembre 1948, les RG du ministère de l'Intérieur signalent le développement d'un profond mécontentement chez les mineurs du Nord. L'histoire va-t-elle se reproduire ? La CGT et le parti communiste ne soutiennent-ils pas encore activement les mineurs ? Plutôt que d'apaiser l'humeur belliqueuse des gueules noires, le gouvernement l'attise en licenciant dix pour cent des personnels des houillères et en renvoyant leur directeur. Ce qui s'appelle, en langage populaire, jeter de l'huile sur le feu. Le 4 octobre 1948, la grève est déclenchée. Les bassins miniers sont calmes, les RG y relèvent des incidents légers et isolés. Or, le 9 octobre, Jules Moch dépêche trente-cinq mille hommes sur le carreau des mines. Présence massive de soldats, de policiers et de gendarmes qui n'entame pas la combativité des grévistes. Au contraire le mouvement s'amplifie.

Le 15 octobre, les forces de l'ordre encerclent certaines cités où logent les mineurs et leurs familles. Elles quadrillent le bassin minier. Cette fois, si telle était l'intention du gouvernement, le mouvement explose : sabotages et bagarres se multiplient. L'épreuve de force voulue, en tout cas provoquée, se durcit. Le 18 octobre 1948, les ratissages se succèdent, des puits encerclés et isolés sont pris d'assaut. Le lendemain, les RG avertissent leur ministre que le moral des troupes de maintien de l'ordre faiblit, qu'exténuées et harassées, elles se « dopent » même au vin rouge et au café. Autant dire qu'un dérapage est possible et peut avoir des conséquences imprévisibles. Avertissement sans suite : Jules Moch renforce la pression sur les puits. Le 22 octobre, devenue inévitable, la bavure se produit lorsque la garde mobile ouvre le feu au puits Canrobert près de Firminy. Un mineur est tué, sept autres sont blessés. Les gardes mobiles ont perdu leur sang-froid quoi qu'ils en disent, prétendant qu'ils n'ont fait que riposter à un tir de pistolet. Le lendemain, la CGT et le parti calment le jeu et conseillent aux mineurs d'éviter les provocations.

Le conflit va-t-il faiblir en intensité ? Non, car le gouvernement semble vouloir mater les grévistes par tous les moyens. Il décide que les forces de l'ordre pourront faire usage de leur arme, après les sommations d'usage, si elles sont attaquées. En haut lieu, on décide que les ordres supérieurs seront désormais échangés en allemand, à l'échelon du commandement. À cet effet, un officier d'état-major germano-

phone est recruté afin que les instructions préservent leur caractère secret. Le 30, Jules Moch pavoise car le mouvement s'effiloche, la grève s'achève⁷.

Cette fois encore, le parti n'a-t-il cherché qu'à affaiblir l'image de la France qui s'apprête à jouer son rôle dans le Pacte atlantique ? Les rumeurs de putsch s'avèrent dénuées de tout fondement. Contrairement aux renseignements transmis par l'armée et l'informateur haut placé de Jules Moch au sein du parti communiste, les Russes n'ont pas lancé leurs divisions de blindés à l'assaut de l'Occident. Au contraire, le blocus de Berlin tourne en leur défaveur. 1948, comme 1947 ne voit pas le parti prendre le pouvoir par la force. Pourtant, une phrase retient l'attention. Lors de la réunion du bureau politique où, en juillet 1948, Thorez réfléchit aux moyens d'intégrer « l'action [du parti] dans le dispositif général de la diplomatie russe », Duclos, prévoyant, suggère « en sous-main [de] continuer de mettre au point [l'] organisation intérieure de combat [du parti] »...

Le Parti communiste français ne redoute-t-il pas davantage une mesure d'interdiction au cas où une guerre entre les Soviétiques et leurs anciens alliés était déclenchée ? Le PC devrait alors servir d'appui aux troupes de l'Armée rouge. Il craint tant de se retrouver hors la loi que, en 1948, Jean Jérôme, agent du Komintern, est chargé de créer une trésorerie occulte, et qu'il envisage de faire passer dans la clandestinité certains membres de son Comité central.

Juillet 1948, Jacques Duclos évoque « l'organisation intérieure de combat » du parti. « Organisation intérieure de combat », trois mots qui sonnent mystérieusement. Pour le néophyte seulement. Les services de renseignements n'ont pas attendu la nomination de Jules Moch et le départ des ministres communistes pour essayer de découvrir les structures clandestines ou parallèles du parti. Avant-guerre, les RG de la préfecture de Police se sont tout particulièrement intéressés aux agents du Komintern sévissant sur le sol français. Il suffit de se reporter aux notes établies par ce service, et consacrées à des militants communistes discrets et à leurs liens avec l'appareil clandestin de la III^e Internationale.

En 1948, les services n'ignorent pas le sens des trois mots mystérieux de Duclos : « Organisation intérieure de combat ». Dans une longue étude confidentielle, jusqu'ici inédite, la direction des RG détaille ce qu'elle appelle de son côté « l'appareil d'alerte de l'organisation communiste ». L'étude décrit trois niveaux. « L'alerte 3 est le cas le plus extrême. Cela signifie que l'action révolutionnaire est engagée ou que la répression est déclenchée contre le parti. » Simultanément, « les organisations du parti et les militants doivent apporter, avec le maximum d'effet, leur appui à l'action des masses ». Elles doivent (c'est l'alerte 3Z) « se désagréger officiellement, les militants... se camoufler et passer dans l'illégalité ».

L'étude poursuit :

« Nous connaissons le personnel chargé, en cas d'alerte 3Z, de maintenir le parti illégal et d'en prendre la responsabilité pendant la période transitoire. L'organisation n'est pas valable pour la région de Paris où un autre appareil est prévu. Partout ailleurs l'appareil d'alerte est installé par région correspondant à la région militaire. Il comprend des personnes plus ou moins connues comme communistes mais considérées comme sûres par le parti. Dans chaque "inter", par région, on trouve un secrétaire politique dirigeant et responsable de l'exécution des ordres, un secrétaire à l'agit-prop, responsable de la presse clandestine, des distributions de tracts, de brochures, etc., un secrétaire à l'organisation et aux masses, responsable de l'organisation clandestine et des éventuels mouvements de masses, un responsable du noyautage — chargé de la pénétration et du renseignement. Une troïka, chargée des liaisons. Une troïka, chargée de diriger l'état-major militaire clandestin et d'organiser la lutte clandestine. Les membres de cette dernière troïka n'ont, en principe, aucun contact direct avec les autres dirigeants. Ils opèrent par liaison. »

Selon cette étude, il existerait donc neuf régions, hormis Paris, avec leur propre état-major, et prêtes à fonctionner dès que le parti passerait dans la clandestinité. Les noms de tous les militants affectés à cet appareil sont cités. En ce qui concerne, à titre d'exemple, la « région 3 », le secrétaire politique est Émile G., le responsable de l'agit-prop, Camille M., celui chargé des « masses », Michel D., du noyautage, le colonel B., ceux des liaisons Élie M., H. et Alain G., enfin les membres de la « commission militaire » sont Louis P., Jules M. et le colonel R⁸.

L'étude précise qu'en « temps normal, le parti dispose de divers réseaux ou appareils de faible importance numérique mais chargés d'un travail plus ou moins secret. Ces réseaux ne sont pas destinés à l'action mais au renseignement. Ce sont des organismes dits "appareils de vigilance du parti" qui dépendent généralement d'un membre du Comité central faisant partie de l'appareil de direction. Ces réseaux, qui existent dans certaines administrations, dans l'armée, ne groupent que quelques personnes chargées de "veiller au grain" et de renseigner la direction du parti sur "ce qui se passe". Elles ne font ni enquêtes ni renseignements sur des individus. Elles se recrutent généralement dans des milieux anticommunistes. Dans tous les cas, elles ont ordre de se signaler par un anticommunisme notoire tout en n'attirant pas trop l'attention. Toutes les personnes suspectées de gauchisme, de neutralisme ou de sympathie progressiste sont systématiquement écartées de ces appareils. Chacun de ces derniers [...] est rattaché à un membre du Comité central, responsable d'une tâche pour laquelle il a besoin d'être renseigné sérieusement. Ce rattachement est toujours clandestin et se fait par l'intermédiaire d'un membre peu connu du parti, lui-même en liaison clandestine avec le chef du réseau. Ce dernier est

camouflé soit comme commerçant ou industriel, soit comme chef de service de l'Administration ou de l'armée, soit encore au sein d'un parti anticommuniste. Ses agents, peu nombreux et judicieusement choisis, sont soigneusement camouflés et ne se connaissent que par groupes de 3. Il n'y a pas d'organe centralisateur de l'ensemble. L'organisation du réseau "appareil de vigilance" n'est pas soumise à d'autres règles que celles de la clandestinité, de la sécurité et de l'efficacité [...]. Il est extrêmement difficile de déceler nominalement les membres de tels réseaux du fait que les règles les plus "raffinées" du secret et de la clandestinité sont appliquées et rigoureusement observées ».

À la fin des années quarante, les RG ont en tout cas percé un de ces « réseaux d'alerte », celui censé se mettre en place au cas où le parti plongerait dans la clandestinité. Ce dernier envisageait cette éventualité : que la dissolution soit le seul fait du pouvoir ou la conséquence inévitable du déclenchement d'une guerre entre l'Union soviétique et l'Occident. Que le parti ait ou non tenté un coup de force en 1947 ou en 1948, une certitude existe, il était prêt à combattre et disposait d'un appareil secret militarisé.

Le parti était prêt à toute éventualité. Des archives examinées à Moscou, ces dernières années, montrent qu'en 1946, certains maréchaux soviétiques regrettaient de ne pas avoir poussé plus loin leur avantage à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le blocus de Berlin, qui eut lieu en 1948 et 1949, a montré également que le danger de confrontation n'était pas aussi chimérique que certains l'ont dit *a posteriori*. Si les Américains redoutent bien un coup de force du parti communiste après-guerre, aujourd'hui il est établi que, en 1951, ils ne croient plus que les communistes français puissent prendre le pouvoir, « même s'ils n'[excluent] pas que la situation puisse se modifier », comme l'écrit Irwin Wall, professeur d'histoire à l'université de Riverside⁹.

La situation italienne inquiète alors davantage les États-Unis tout comme le rôle très efficace du Mouvement de la paix, animé par les communistes, et qui ratisse au-delà de ses propres forces et de ses militants. Plus que jamais, en France, le parti communiste est sur la sellette. Pour le combattre, ses adversaires disposeront bientôt de moyens considérables. C'est sur le terrain de la propagande qu'ils vont se signaler car « contrer le communisme » passe aussi par le verbe, des contre-mesures idéologiques et même un certain bourrage de crâne. La lutte anticommuniste nécessite des spécialistes et de l'argent, des relais dans les partis politiques et les syndicats. Et, bien entendu, dans la presse que la virulence des propos et des critiques, l'invective et la désinformation transforment en champ de bataille.

La guerre froide recourt à des armes moins destructrices que celles employées dans un conflit conventionnel, elle sème moins de morts derrière elle, quoique la guerre de Corée, qui débute en 1950, fera des dizaines de milliers de victimes. La réfutation des arguments de

l'adversaire sera une des armes de la guerre froide. Si plus personne ne redoute, en 1949, un coup de force du PCF, une formidable machine de contre-propagande se met en place pour combattre ses idées, et décrire tel qu'il est le système totalitaire stalinien. Elle aura, alors, d'autant plus de mal à se faire entendre que le parti, héros et martyr de la Résistance, exerce jusqu'aux événements de Hongrie de 1956 une influence quasi despotique sur la communauté intellectuelle et les artistes français qui ont été au mieux discrets, sous l'Occupation.

Les lecteurs de cet ouvrage ont pu constater que les idées de l'adversaire ont été combattues par une machine de contre-propagande formidable. Cette machine, créée en 1949, a pour but de décrire tel qu'il est le système totalitaire stalinien. Elle aura, alors, d'autant plus de mal à se faire entendre que le parti, héros et martyr de la Résistance, exerce jusqu'aux événements de Hongrie de 1956 une influence quasi despotique sur la communauté intellectuelle et les artistes français qui ont été au mieux discrets, sous l'Occupation.

Le parti communiste a été au mieux discret, sous l'Occupation. Les lecteurs de cet ouvrage ont pu constater que les idées de l'adversaire ont été combattues par une machine de contre-propagande formidable. Cette machine, créée en 1949, a pour but de décrire tel qu'il est le système totalitaire stalinien. Elle aura, alors, d'autant plus de mal à se faire entendre que le parti, héros et martyr de la Résistance, exerce jusqu'aux événements de Hongrie de 1956 une influence quasi despotique sur la communauté intellectuelle et les artistes français qui ont été au mieux discrets, sous l'Occupation.

Contre le communisme par tous les moyens

Trois ans après le départ des communistes du gouvernement, la guerre froide qui fait rage se fait tout particulièrement sentir en France où, le 28 juillet 1950, le député et secrétaire général du Rassemblement des gauches, Jean-Paul David, pose les jalons d'un centre prolifique de propagande anticommuniste et annonce qu'une campagne de « vérité doit être entreprise sans délai, soutenue par les moyens les plus vastes¹ ». Le 7 septembre, il lance Paix et Liberté qui entend lutter contre « la gigantesque offensive qui s'efforce de préparer la voie à la conquête et à l'asservissement du pays... Guerre d'usure dont certains Français sont victimes quand leurs nerfs les trahissent et qu'ils s'abandonnent au doute ».

*Le Monde*² écrit : « Le mouvement Paix et Liberté a installé son siège 37, rue Étienne-Marcel, où une permanence fonctionnera à partir de mercredi prochain. D'initiative privée, mais visiblement approuvé par le gouvernement, il groupera dans son organisme directeur des personnalités des mondes politique, littéraire et de la presse, dont les noms seront communiqués prochainement. »

Paix et Liberté reçoit des fonds du gouvernement américain. En 1950, les officines anticommunistes sont, en effet, bien loties. Qu'on en juge par ces précisions chiffrées qu'apporte le *New York Times*³ : le gouvernement américain a dépensé pour « l'information », durant la seule année 1950, 7 millions de dollars, soit au cours officiel de l'époque 2 milliards de francs. « Toutes les activités de la guerre psychologique sont laissées à des organismes "indigènes" bien que l'inspiration en soit américaine », écrit le quotidien new-yorkais. Effort conséquent qui fait se multiplier, aussi soudainement que simultanément, les officines anticommunistes.

Jean-Paul David essaime de par le monde, comme l'indique *Forces en présence*⁴. À la lecture de ce bulletin semi-confidentiel proche de Paix et Liberté, on découvre que le secrétaire général du Rassemblement

des gauches a fait des émules, reproduisant son mouvement à l'identique en Italie, en Allemagne occidentale, en Grèce, au Danemark, en Hollande, sur le territoire de la Sarre, en Belgique. Il en existe même en Turquie et au Viêt-nam. Les comités nationaux des succursales de Paix et Liberté œuvrent sous l'égide d'un comité de liaison qui se réunit périodiquement. Jean-Paul David est un homme bien introduit aux États-Unis où, en janvier 1952, le secrétaire d'État Dean Acheson l'a reçu avec l'ambassadeur de France à Washington, Henri Bonnet. Et où il a déjà rencontré Foster Dulles.

La manne dont le *New York Times* a précisé l'ampleur ne faiblit pas. Le 25 janvier 1952, l'adjoint du secrétaire d'État américain, Édouard W. Barret, dans une allocution reproduite dans le bulletin de presse du Département d'État⁵, détaille le travail de propagande des services américains : au cours de l'année 1951, les informations placées par les États-Unis dans la presse étrangère « représentent la valeur de 40 000 pages de journal ». Toujours selon Barret, deux cents ouvrages américains et anticommunistes sont actuellement en cours de traduction ou de publication avec des tirages variant de trois mille à cent mille exemplaires. Enfin, cette ultime précision fournie par Barret : il y a en Europe quatre cents organismes du type Paix et Liberté. À la même époque est édité un magazine luxueux en langue anglaise, *Iron Curtain*, qui livre des informations lui parvenant de derrière le « rideau de fer ». Si ce périodique est largement diffusé dans les pays anglophones, des feuilles plus modestes sont également lancées grâce à la générosité américaine, comme cette petite revue qui traite du communisme international, *L'Analyste*. Les ondes radio sont mises à contribution : Radio Liberté et les services de la BBC diffusent vers les pays de l'Est et la Russie soviétique.

Rectifier ce qui s'écrit dans la presse stalinienne, démentir les allégations des communistes, révéler la réalité du système soviétique, créer un sentiment de rejet des thèses collectivistes et même préparer les peuples à la guerre mobilisent les énergies et captent des fonds considérables. C'est une dimension essentielle de la guerre froide que savoir faire preuve de persuasion. Or ce qui vaut pour l'Europe occidentale, vaut pour les États-Unis. En avril 1951, Harry Truman instaure le *Psychological Strategy Board*, rattaché au Conseil national de sécurité auquel participent notamment le directeur de la CIA et le secrétaire d'État adjoint à la Défense. Son but : lutter contre le communisme en utilisant les « armes » de la psychologie et de la propagande.

Le premier chef du PSB se nomme Gordon Gray, président de l'Université de Caroline du Nord, un spécialiste des questions d'éducation. En effet, les dirigeants américains, et particulièrement les responsables des forces armées, savent que dans la lutte contre le communisme, il importe que l'image de ceux à qui incombe la lourde charge de défendre le monde occidental face au militarisme soviétique sublime

l'opinion publique. Si le Département d'État investit en Europe dans la propagande, celui de la Défense consacre à destination de ses nationaux un effort tout aussi conséquent.

En 1950, les services d'information et des relations publiques des armées disposent d'un budget de plus de 9,5 millions de dollars qui, l'année suivante, passera à 12 millions. Ils emploient mille huit cents personnes. Le Centre photographique du service des transmissions s'est installé dans le plus grand studio de l'Est américain, construit pour 10 millions de dollars par la Paramount, que le Pentagone a acheté durant la guerre. « Avant [celle] de Corée, écrit Fred J. Cook dans son étude sur le militarisme américain, la branche "Illustration" du service de relations publiques distribuait 10 000 à 19 000 clichés photographiques par mois aux journaux, aux chaînes de télévision et aux films d'actualité. En une seule année, cette branche apporta un appui si substantiel aux maisons de production que celles-ci purent faire une économie évaluée à une trentaine de millions de dollars⁶. »

Aux États-Unis, le bourrage de crâne tourne à la persécution. Le sénateur du Wisconsin, Joseph McCarthy, prend la tête d'une commission d'enquête sur les « menées antiaméricaines ». Créée, ironie du sort, en 1938, à la Chambre des représentants, afin de débusquer les agents nazis et ceux du fascisme, elle n'a aucune attribution dans la lutte contre le communisme. La commission, dont fait partie Richard Nixon, devient permanente en 1945, et publie, l'année suivante, un rapport sur le Comité d'asile antifasciste de New York et le mouvement communiste. McCarthy l'utilise pour sa croisade obsessionnelle contre l'infiltration communiste. Il la traque partout, s'applique à créer des délateurs, emploie des faux témoins, oblige communistes et sympathisants à dénoncer des membres du parti sous peine de ne plus pouvoir travailler. Des listes noires sont dressées. *Contre-attaque*, journal inféodé au sénateur, publie des enquêtes hargneuses sur la pénétration communiste. L'Amérique tremble devant cette nouvelle inquisition. Elle sortira du maccarthysme soulagée mais traumatisée : Chaplin, contraint à l'exil, des hommes, privés d'emploi, qui se suicident, des milliers de vies brisées.

Le FBI collabore étroitement avec ce sénateur qui possède son propre service d'enquêteurs et des délateurs appointés tels Louis Budenz, Matt Cvetic, Arvilla Bentley ou Harvey Matusow. Des membres du parti, devenus indicateurs, reçoivent à l'occasion des caméras avec lesquelles ils filment leurs camarades lors de manifestations. On tire de ces films des photos qui permettent de confondre les suspects. Le maccarthysme frappe par prédilection certaines professions : le cinéma, la littérature, la presse, la télévision. Elles garantissent au sénateur McCarthy une publicité tapageuse.

La France est-elle épargnée par cette flambée inquisitoriale qui culmine outre-Atlantique ? Oui, artistes et intellectuels échapperont

aux persécutions que subissent leurs homologues américains. Mais, une note, jusqu'ici inédite, des RG révèle que le germe maccarthyste a pourtant contaminé certains esprits. Elle s'intitule : « liste d'artistes et techniciens PC ou apparentés ou d'agents soviétiques » et comprend des dizaines de noms, dont voici des extraits :

« Georges Auric, compositeur, rédacteur occasionnel aux *Lettres françaises*, Loleh Bellon, artiste de cinéma, Michèle Boussinot, artiste, Jacques Dapoigny, metteur en scène, Philippe Dechartre [futur ministre du général de Gaulle et membre du Comité central du RPR (*N.d.A.*)], Jean-Paul Le Chanois, dit Dreyfus, metteur en scène, Jaeger, *alias* colonel Michelin, spécialiste question cinéma PC, Jean Grémillon, metteur en scène, Pierre Kast, Alexandre Kamenka, producteur de films, Pierre Marty, *alias* Pierre Picard, chansonnier, Serge Nigg, musicien-secrétaire général Union des musiciens progressistes, Léopold Schlossberg, producteur de films, Lévy, dit Montand Yves, Simone Signoret, Claude Martin, acteur et metteur en scène, Gérard Philippe, acteur de cinéma, Charles Cyroulnik, violoncelliste, Jean Tedesco, cinéaste, metteur en scène film auteur, Michel Auclair, crypto [autrement dit communiste "camouflé" (*N.d.A.*)], Madeleine Sologne, Jean Devrille, la Chorale de Paris (*sic*), Zanie Petit, pianiste », etc.

La liste comprend des artistes de cirque et même un certain Cadine, lutteur et haltérophile, de nombreux chanteurs, comme Francis Lemarque, des compositeurs comme Joseph Kosma, des responsables syndicaux du spectacle, comme Jean Darcante ou Pierre Renoir, « président d'honneur Fédération du spectacle CGT ». Raymond Bussière est classé parmi les « apparentés », tout comme Marcel L'Herbier, l'acteur Pierre Blanchar ou encore Jean Painlevé, savant, directeur de l'Institut du cinéma, et le comédien Clément Harari. Figurent sur la liste des « agents soviétiques » dont nous ne citerons pas les noms, ignorant ce que signifie exactement cette expression. Pour autant, à notre connaissance, cette liste ne devait avoir qu'une utilité documentaire, et répondait à une demande de la hiérarchie. La France de 1791 n'a pas émancipé les comédiens pour que celle de la Libération entame contre eux une chasse aux sorcières. Certes, les communistes utilisent des hommes populaires comme Yves Montand. Mais ils ne sont pas ingrats et contribueront à son succès, en remplissant les salles où se produit le chanteur. Yves Montand va boire la coupe jusqu'à la lie, en effectuant après la répression de l'insurrection hongroise de 1956 une tournée en Union soviétique où il dînera à la table du Politburo⁷.

Si la propagande se sert de tout, y compris de la notoriété de certains hommes, les services de renseignements s'intéressent également aux controverses et aux débats d'idées. Des agents de haut niveau rencontrent volontiers intellectuels et penseurs influents. Depuis sa création, le FBI multiplie les rapports sur les intellectuels, écrivains et journalistes américains considérés comme progressistes mais pas seulement⁸.

De son côté, à titre d'exemple, la centrale américaine de renseignements — CIA — a suivi attentivement les polémiques entre Jean-Paul Sartre et Raymond Aron. En janvier 1970, dans une étude adressée aux services français, elle évoque une interview de Raymond Aron au quotidien italien *La Stampa*, dans laquelle ce dernier ironise sur les revirements de Sartre et de Garaudy. Titre de la note : « *Aron ridicules Sartre reversal on communism* ».

Contrer le communisme, c'est donc saisir toutes les tribunes pour combattre les idées de l'adversaire. Le procès Kravchenko, qui se tient à Paris en 1949, montre que la ligne de front de cette grande bataille peut s'introduire dans un prétoire. Affaire d'opportunités.

Victor Kravchenko a écrit un livre, *J'ai choisi la liberté*, qui triomphe à travers le monde. Le 22 juillet 1947, entendu par la Commission sur les menées antiaméricaines de la Chambre des représentants, qui l'interroge sur le succès de son livre, il déclare : « [il] a été publié il y a quelques semaines en France, en Angleterre, en Suisse, en Suède, en Norvège, et au Brésil. Il paraîtra également en Argentine, en Hollande, en Italie et au Danemark... Je ne peux pas vous dire le nombre d'exemplaires vendus aux États-Unis car la vente continue. Mais je puis vous dire que des millions de lecteurs ont lu le livre⁹... »

Jusqu'alors, les témoignages critiques, pourtant nombreux, sur la Russie soviétique n'ont jamais remporté un tel succès. *J'ai choisi la liberté* bat des records de ventes. Les Soviétiques peuvent-ils rester les bras croisés face à ce phénomène de librairie ? Ce serait une première. Alors, de Paris, de la rédaction de l'hebdomadaire stalinien *Les Lettres françaises*, s'organise la contre-attaque. Le 13 novembre 1947, elles publient un article intitulé : « Comment fut fabriqué Kravchenko », d'un hypothétique Sim Thomas. Pour *Les Lettres françaises*, Kravchenko n'a pas écrit son livre. L'auteur véritable en serait les services de renseignements américains avec lesquels il serait en liaison depuis son arrivée à Washington comme fonctionnaire soviétique. Sim Thomas cite le témoignage d'un « ancien de l'OSS », tout aussi imaginaire que lui, et qui aurait été en contact avec Victor Kravchenko. Il aurait obtenu sur le personnage des renseignements déplorables. Kravchenko serait un dépravé, un menteur, un faussaire, un alcoolique, ayant eu trois femmes et deux enfants dont il a cessé de s'intéresser depuis qu'ils ont été évacués vers l'est de la Russie après l'invasion allemande, en juin 1941. Un homme peu reluisant : ni un bon époux, ni même un bon père. Pour que ne subsiste aucun doute sur la personnalité abjecte de ce « Barbe bleue », on ajoute que son père a été un menchevik puis un trotskiste. Ennemis de l'Union soviétique de père en fils, donc, l'ignominie serait une affaire de famille.

La source de l'invérifiable Sim Thomas raconte en détails la genèse du livre : « En plusieurs mois il a pondu une soixantaine de pages à

peu près illisibles et pratiquement inutilisables. On me les a montrées, un jour, comme une curiosité. Mais ce jour-là, sans même se préoccuper du boulot de Kravchenko, le bouquin de près de mille pages qui porte sa signature avait déjà été rédigé par nos amis mencheviks eux-mêmes... »

Ce témoignage apocryphe, que publient *Les Lettres françaises*, est de la veine de ces articles prétendument documentés, relatant avant-guerre les liaisons policières de Trotski avec un luxe ébouriffant de détails. Ce n'est qu'un faux témoignage, une pure invention, destinés à discréditer le livre et son auteur. Il a paru dans toute la presse communiste, mais d'abord dans un périodique presque confidentiel, *Le Patriote soviétique*. Les éléments de l'article ont été concoctés par les services soviétiques. Victor Kravchenko apprécie peu qu'on prétende qu'il n'a pas écrit une ligne de son livre, qu'une équipe de mencheviks, sous la houlette des services secrets américains, aurait rédigé. Aussi, se décide-t-il à porter plainte en diffamation contre l'hebdomadaire communiste. Le procès, qui a lieu à Paris en 1949, voit les détracteurs de Kravchenko condamnés. Le battage et la publicité entretenus autour du livre puis du procès de Kravchenko montrent que les États-Unis n'entendent plus laisser le monopole de la propagande aux staliens. Les sommes considérables mises, à travers le monde, au service des groupes anticommunistes, en attestent¹⁰. Aux révélations de Kravchenko, le parti répliquera à sa façon en éditant, deux ans plus tard, un livre publié aux États-Unis par un certain Harvey Matusow. Son titre, reprenant la typographie de celui de Kravchenko, est *J'ai choisi McCarthy*. Matusow, qui a adhéré au Parti communiste américain après-guerre, y fait un séjour plutôt bref, décide un beau matin d'offrir ses services au FBI. Il va devenir un des faux témoins attitrés du sénateur du Wisconsin. Dans son livre, il avoue avoir menti à la justice. Ce qui lui vaut une condamnation pour parjure.

Le livre est préfacé par un dénommé Albert E. Khan, en fait le coéditeur de Matusow. Il est surtout l'auteur d'un livre stupéfiant de mauvaise foi, publié avant-guerre : *La Grande Conspiration contre la Russie*. Mêlant le vrai et le faux, il relaie habilement la propagande soviétique, traitant les opposants au régime soviétique d'agents anglais, japonais, hitlériens, etc. Les municipalités communistes achèteront le livre de Matusow. Un succès de bibliothèque préfabriqué, insignifiant à côté de celui de librairie du transfuge soviétique, qui permet toutefois au parti de rassurer ses militants et de faire pièce aux accusations de Victor Kravchenko. Cette croisade menée en France, où elle bénéficie des moyens babyloniens fournis par les Américains, indispose les communistes peu habitués à recevoir des coups sans les rendre. Paul Vaillant-Couturier, un des leurs et non des moindres, n'a-t-il pas dit un jour : « Pour un œil, les deux yeux. Pour une dent, toute la gueule » ?

Jacques Duclos, agent du Komintern

En avril 1952, Fernand Grenier et quatre députés communistes déposent à l'Assemblée nationale une proposition de résolution qui demande la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur « l'origine des fonds considérables dépensés par Paix et Liberté et la constitution, le fonctionnement et la direction de cette officine ». La demande d'enquête reste lettre morte. Le PC ne baisse pas la garde pour autant et surveille de près le mouvement de Jean-Paul David. L'officine a pris de l'ampleur. Elle ne se contente plus de dénoncer par l'écrit et l'affichage le péril communiste. Dans sa dénonciation des groupes anticommunistes, le parti reçoit, le 21 octobre 1954, le soutien de Louis Vallon¹, député de la Seine. Ce « compagnon de route » du PC retrace dans *France-Observateur* l'histoire du mouvement Paix et Liberté, où apparaît le sulfureux commissaire Jean Dides.

Louis Vallon raconte que Dides, après-guerre, a repris contact avec un groupe d'anciens inspecteurs des Brigades spéciales révoqués et souvent clandestins parce que contumaces ou évadés. Ces derniers avaient établi, à l'aide de documents soustraits en 1944 aux RG de la préfecture de Police, un fichier anticommuniste important, puis reconstitué une petite organisation clandestine installée dans un local situé rue Taitbout. Au début de l'année 1951, Jean Dides fit part à ses chefs de l'existence de cette organisation. Roger Léonard en eut connaissance avant son départ de la préfecture de Police et en avisa M. Queuille. L'animateur de cette entreprise était « Monsieur Charles ». MM. Brune et Baylot firent subventionner cette organisation par le ministère de l'Intérieur et la préfecture de Police et l'installèrent dans l'un des locaux de Paix et Liberté. À partir de 1949, Jean Dides, qui milite au RPF depuis 1947, soustrait des membres du service d'ordre de ce mouvement qu'il met au service de Paix et Liberté.

Dides a participé à la constitution des Syndicats indépendants et des « anciens d'Indochine ». Les membres de son réseau se livraient à des

attaques contre des militants communistes et des plasticages contre des permanences du parti. Les équipes étaient constituées d'anciens militaires, d'anciens parachutistes, d'anciens combattants de l'Indochine et de la Corée.

Depuis 1951, Dides est l'animateur actif et entreprenant de Paix et Liberté. Aux réunions de ce mouvement participent le directeur de la Sûreté nationale, le préfet de police, un représentant de la présidence du Conseil, un autre du ministère des Affaires étrangères ; y assistent, à un moment, un représentant de l'OTAN, un autre de la SNCF, un autre encore d'EDF, ainsi que des parlementaires tels Jean-Louis Vigier et Paul Coirre.

Peu après la parution de cet article, le 4 décembre 1954, David a les honneurs du *Journal des débats de l'Assemblée*. Le rôle central du commissaire Dides dans « l'affaire des fuites » lui vaut d'être de nouveau interpellé à la tribune de l'Assemblée nationale.

Louis Vallon a ouvert le feu, Fernand Grenier allume la mèche suivante. Il reprend ses attaques contre David. Le 17 mars 1955, tonitruant, il s'exclame : comment se fait-il que le secrétaire général du Rassemblement des gauches puisse disposer de deux émissions radio-diffusées, le mardi et le vendredi, où cet atlantiste convaincu vitupère le parti communiste, sans qu'on sache s'il paye lui-même pour profiter de ce temps d'antenne ou si, pire, il est rémunéré par la chaîne d'État pour délivrer ses messages de propagande ? On dit que le député toucherait la somme de 30 000 francs pour ses causeries... Mais on n'en sait rien.

Grenier s'en prend à une autre émission, « La vie en rouge », qui éreinte les « démocraties populaires ». Le parti dénonce, dès qu'il en a l'occasion, les pompes de l'officine anticommuniste de celui qui est alors sa bête noire : Jean-Paul David.

À la même époque, le parti communiste est dans le collimateur des Américains ; l'Administration française a été « décommunisée », sans que l'éradication ait été complète. Par un tour de rééquilibrage, Jules Moch a remis en selle des policiers écartés pour les actes qu'ils ont commis sous l'Occupation. Les services de renseignements ont été purgés, l'armée aussi quoi qu'en dise *L'Aurore* du 2 mars 1949, qui titre à la une : « M. Ramadier, allez-vous vous décider à expulser de l'armée les 950 officiers inscrits au parti communiste dont vous possédez les noms ? »

Les 28 et 29 mai 1952, les communistes et le Mouvement de la paix organisent une manifestation contre la venue en France du général américain Matthew Ridgway. Jacques Duclos est arrêté sur les lieux de l'affrontement : on trouve des documents dans sa mallette, une arme à feu sur son garde du corps, un poste de radio et... un « couple de pigeons ».

L'affaire Duclos commence.

Duclos est certainement le personnage clé du communisme stalinien français. Né dans un petit village situé près de Tarbes, fils de charpentier, il obtient à douze ans son certificat d'études avant de devoir abandonner l'école : sa famille est trop modeste pour l'envoyer au collège. Duclos entre en apprentissage chez un pâtissier mais ne sera jamais en la matière qu'un apprenti.

Boulimique de lectures, il monte à Paris où il suit les cours d'Anatole France à l'Université populaire. Mobilisé pendant la Première Guerre, il est fait prisonnier et conduit dans un camp en Allemagne. Revenu à la vie civile, en 1919, il entre au service d'un ouvrier pâtissier et adhère à l'Association républicaine des anciens combattants — l'ARAC —, d'obédience communiste. Il rejoint le parti communiste le 30 décembre 1920. Dès lors, il connaît une ascension rapide. « Sa voix chaude et rocailleuse de la Bigorre », comme l'écrit Jean Maitron, confère à ses talents de conteur et d'orateur une force de conviction qui n'échappe pas à Marcel Cachin, figure historique du Parti communiste français. Repéré par ses pairs, Duclos sera de la première fournée d'élèves que le parti envoie à l'École centrale de formation qui vient d'être créée.

Le 28 mars 1926, le voilà député et chargé de reprendre en main l'ARAC à partir de laquelle il crée les Groupes de défense et les Jeunes gardes antifascistes sur le modèle du Rote Front allemand. Duclos semble inspiré par la lutte antimilitariste, réminiscences de ses lectures d'avant-guerre quand il se délectait à la lecture de *La Guerre sociale* de Gustave Hervé² qui sera, avant de devenir un patriote chauvin, un chantre de l'antimilitarisme.

Duclos devient donc gérant de *La Caserne*, journal antimilitariste du parti. En juillet 1926, il est condamné à deux ans de prison pour provocation de militaires à la désobéissance. Arrêté, il est écroué à la Santé, malgré son immunité parlementaire. Profitant d'une mise en liberté provisoire qu'on lui accorde afin qu'il puisse assister à une séance extraordinaire de l'Assemblée, il prend la poudre d'escampette et passe dans la clandestinité. En 1928, toujours recherché, il est envoyé à Moscou où il rencontre Staline. Le parti le présente aux élections législatives où il mène campagne par personnes interposées car la justice court toujours après lui. Le 29 avril, Duclos est élu alors que Léon Blum s'est maintenu face à lui au second tour. L'été suivant, en mission à Berlin, il s'occupe de l'Internationale des anciens combattants.

En 1930, le Komintern l'envoie en Espagne redresser la position du Parti communiste espagnol. L'année suivante, une loi d'amnistie pour les délits de presse est votée. Duclos rentre en France. En juillet 1931, il rejoint le bureau politique du parti et son secrétariat, où il est chargé de l'organisation, poste de confiance s'il en est, d'où il supervise la section des cadres et le « service des biographies »... En 1932, c'est lui qui attaque au Comité central les « trotskistes » et

autres « déviationnistes » : Staline accentue son entreprise d'épuration. La lutte contre toute forme d'opposition s'intensifie. Les mécanismes de la purge s'instaurent. Le Komintern achève sa mue et, avec Staline à sa tête, passe de « l'activité politique à l'activité policière », selon la formule glaçante de Pierre Broué. Jacques Duclos est un agent de cette redoutable machine à broyer les hommes. L'ancien apprenti pâtissier de Bigorre y sévit sous les pseudonymes de « Lauer », « Yves », « Bénito » et d'autres encore³.

Cet homme rompu à la clandestinité, initié à la vie secrète du communisme international, agent stalinien, se laisse prendre comme un débutant par la police lors de la manifestation antiaméricaine de 1952. Son incroyable légèreté déclenche une tonitruante campagne anticomuniste. Le 10 juin, *France-Soir* titre « Le 2^e Bureau du PC démasqué ». La police perquisitionne le siège du parti. Dans cette affaire, Duclos a été bien imprudent, enfreignant les consignes strictes prises par le parti et, en premier lieu, par celui qui a alors en charge la sécurité, Auguste Lecœur. André Stil est de la charrette, et se retrouve arrêté.

Deux pigeons découverts dans sa voiture valent à Jacques Duclos d'être poursuivi pour espionnage. Étonnant que celui qui a été le pivot de la résistance communiste en France, en contact avec l'appareil du Komintern et le réseau d'espionnage soviétique de Léopold Trepper, l'Orchestre rouge, se soit jeté ainsi dans la gueule du loup.

Se croyait-il intouchable ? Son imprudence, sévèrement critiquée par Auguste Lecœur, permet à la police de s'emparer d'un petit cahier contenant des notes qu'il prenait lors des réunions du bureau politique. Elle le photographie avant de le rendre à Duclos. Peu après, ce cahier est divulgué, sans mention d'imprimeur, par le centre de documentation anticomuniste de Georges Albertini. Il est parvenu à l'officine par l'intermédiaire du préfet de police, Jean Baylot. L'actuel directeur de l'Institut d'histoire sociale, Morvan-Duhamel, qui y a succédé à Georges Albertini, nous a précisé qu'une fois le travail accompli, l'imprimeur avait détruit les formes et tout le matériel. Il est vrai que ce document a été transmis à l'officine en toute illégalité.

Voilà comment Jacques Duclos présente l'affaire : « Utilisant le faux flagrant délit dont il prit prétexte pour m'arrêter, le gouvernement me fit voler ma serviette et s'empara illégalement d'un cahier de notes personnelles qui a pu être livré à des faussaires et a pu faire l'objet de tripatouillages », écrit-il dans ses *Mémoires*⁴. « Des photocopies de ce cahier furent vendues à la presse américaine et revendues ensuite à la presse française sans qu'on ait pu savoir si ce sont les services du ministre de l'Intérieur ou les services du ministre de la Justice qui portent la responsabilité de ces tractations illégales, incontestablement entachées de vénalité. »